

SILENCE À L'HISTOIRE, VIVE LA PENSÉE UNIQUE!

Voudrait-on situer l'honneur de l'Algérie dans le silence de la pensée unique et sa fierté dans les vieilles méthodes caporalisatrices?

C'est ce que pourrait laisser croire un article-fleuve qui pendant cinq jours a confondu, bien qu'il émane d'un gradé universitaire, la saine et souhaitable critique scientifique avec des règlements de compte personnels ou partisans. Dans ce cas, l'historien et patriote Mohammed Harbi a été pris comme cible et désigné en termes d'une rare virulence comme " le dénigreur de la révolution algérienne".

Les observateurs même peu attentifs de la scène politique algérienne, quelle que soit leur opinion sur les points de vue de cet historien respecté au moins pour l'ampleur de ses travaux, ont vite compris qu'il ne s'agissait plus d'une discussion sur la façon d'écrire ou concevoir l'Histoire. J'ai cru en vérité me retrouver cinquante ans en arrière, tant le style et les accents me rappelaient, entre autres, ceux des pamphlétaires soviétiques de service, lorsqu'ils étaient chargés de discréditer un artiste, un écrivain ou un scientifique de renom, qui avait le tort de faire preuve de non-conformisme dans sa recherche.

Il s'agit en fait d'intenter un procès indirect qui vise non pas l'oeuvre scientifique mais les opinions de l'intéressé sur l'actualité. Si ces opinions, quoiqu'on pense d'elles, ou si la conjoncture et les rapports de force entre groupes ou clans rivaux avaient été autres, la même oeuvre historique aurait été portée aux nues ou aurait bénéficié du minimum de compréhension critique qui convient à tout travail sérieux sur les sciences sociales.

On peut certes, s'interroger sur quelques unes des raisons particulières qui peuvent amener un universitaire à se faire le porte-plume de l'esprit d'inquisition. On peut aussi spéculer sur les raisons d'un organe de presse qui se réclame de la morale et de la culture démocratiques, lorsqu'il en vient à sacrifier froidement ces dernières sur l'autel des critères d'opinion partisane. Peut-être pourrait-on trouver derrière tout cela des convictions respectables,

qui n'excusent en aucune manière la vulgarité de ton et le procédé irrecevable. Là n'est pas le plus important selon moi.

Le problème de fond dépasse les motivations d'une personne ou d'un organe de presse. Sur quel terrain veut-on se placer ? Si c'est sur celui de l'effort scientifique, qui est aussi celui de la construction d'une Algérie où chaque honnête homme pourra mieux respirer, peut-on continuer à faire preuve d'un mépris et d'un autoritarisme incorrigibles envers l'intelligence de nos compatriotes, envers leur **soif d'apprendre et de comprendre les faits politiques et historiques en dehors des schémas dont on les a abreuvés?**

C'est l'une des graves tensions que vit aujourd'hui notre société. La prétention à une référence unique et officielle pour l'histoire a été rejetée par les secteurs les plus divers et les plus opposés de l'opinion. Les Algériens ont droit à leur histoire nationale sans maquillages. Ils ont le droit de chercher à l'authentifier par des témoignages et des expertises contradictoires. Le besoin de nouveaux critères plus objectifs est devenu irrépressible. Mais des intérêts en cause ou la rigidité des esprits y font encore barrage.

Ils sont nombreux, en fait, les citoyens, patriotes et musulmans de notre pays, qui aspirent à une modernité démocratique et tolérante, à un Etat et une société mutuellement ouverts et appuyés l'un sur l'autre, tirant de cette relation volontaire et solidaire leur plus grande force. Ils ne souscrivent pas forcément aux thèses de Harbi, dans leur ensemble ou dans le détail, sur l'actualité ou sur le passé historique. Mais ces citoyens ont de quoi être stupéfaits et indignés de voir l'anathème, les insultes, les injonctions à s'agenouiller devant un modèle unique statufié, remplacer le débat démocratique. Sous couvert d'une opposition tout à fait légitime aux conséquences et aux menaces réelles que fait peser l'intolérance qui se réclame d'un intégrisme islamiste, ces méthodes portent en elles le danger tout aussi réel de perpétuer les pratiques totalitaires inspirées d'autres intégrismes, des pratiques avec lesquelles les citoyens, la société civile qui a tant de peine à émerger, veulent en finir.

Aussi le débat réel sur l'Histoire, serein et objectif, tourné vers des efforts d'édification d'une société qui aura réussi à maîtriser sa diversité et la transformer en force et richesse, est-il un des éléments constitutifs d'une solution de transition que nous souhaitons démocratique.

Quelle contribution peut apporter à ce débat, le plus récent et triste épisode du feuilleton de la trop longue série "Bouc émissaire"?

1. A quoi est due "l'amnésie historique", "l'émoussement de la ferveur nationaliste", au nom de laquelle un universitaire, s'auto-proclamant gardien du temple historique, décerne des médailles du mérite et décrète: "yadjouz" et "la yadjouz"?

Même les moins informés des Algériens n'ont pas attendu que Harbi ou d'autres chercheurs sérieux commencent à écrire, pour être lassés et écoeurés par la façon dont l'histoire véridique était maltraitée par différentes sphères, officielles ou non. Les luttes de clans pour le pouvoir et le comportement des grands et petits seigneurs de guerre et de leurs clients au cours de l'été 1962 ont été malheureusement des plus instructifs pour notre peuple.

Les versions de l'histoire mises en circulation par des groupes liés aux pouvoirs ou autres milieux influents *ont commencé à perdre leur crédit dès l'indépendance, à partir du moment où elles étaient perçues par la population comme servant surtout à légitimer des pouvoirs et des privilèges.* Des millions de coups perfides ont été portés à ce qu'il y a eu de meilleur dans notre histoire, chaque fois qu'un authentique ancien combattant démuné, un jeune chômeur, une veuve, un travailleur, un paysan, un étudiant en quête de solutions à leurs problèmes se voyaient opposer par des bureaucrates arrogants ou corrompus la glorification des martyrs (Allah yerham ach-chouhada) ou l'accusation d'ingratitude envers les libérateurs de la patrie.

A cela s'est ajouté, dans différentes catégories ou sensibilités idéologiques et culturelles de la population instruite, l'effet dévastateur des différentes occultations de périodes entières (jusqu'à des siècles), de faits importants, de groupes et personnalités acteurs de l'histoire. Cette pratique d'ignorance voulue ou involontaire, de déformation de larges pans historiques, se poursuit jusqu'à nos jours, y compris quand ces faits, périodes, personnalités et organisations sont déjà connus ou découverts brusquement par des millions de citoyens.

Alors, si malgré les acrobaties de l'historiographie apologétique et partisane, tout n'apparaît pas dans notre passé aussi rose que dans les discours, c'est de la faute (comme pour les journalistes) aux historiens qui ont étudié et exposé les faits. Si la terre tourne, c'est de la faute à Galilée et à tous les savants qui ont été persécutés, ou même brûlés vifs par l'intégrisme catholique pour avoir osé le dire. Ecrire l'histoire véridique des

peuples et non celle qui plaît à des puissants du moment, est réellement un acte de courage.

2. Quels effets de la loi du silence?

Pour éviter aux historiens les "inconvenients" de leur métier, les puissants de la vie économique, politique ou idéologique leur recommandent non pas la rigueur intellectuelle mais une réserve frisant le silence et le conformisme.

D'où l'effet de frein sur la production historique nationale. Cela souligne d'autant le mérite des rares historiens nationaux qui ont honoré en quantité et qualité leur engagement intellectuel malgré ce handicap. Pendant ce temps, sans craindre la contradiction, on reproche aux historiens étrangers de s'occuper d'une histoire algérienne encore largement en friche autant du fait de ces entraves et pressions sur les nationaux que de l'inaccessibilité de nombreuses archives détenues par la France.

En attendant, quels dégâts! La loi de silence et d'ignorance a fait le lit de la violence, érigée en principe et mode de conduite incontournable et gratifiant.

La maigre historiographie algérienne que les pouvoirs successifs ont laissé subsister sur le territoire national pour la propagande ou l'enseignement des jeunes générations a étouffé la trame politique, socio-économique et culturelle du mouvement national, celle-là même qui a rendu possible l'insurrection de Novembre 54. Elle a réduit la lutte de libération aux seuls faits d'armes, en occultant, ou parfois même en couvrant de louanges ou justifiant les dérives auxquelles certains de ces faits ont donné lieu. Elle a cherché à discréditer systématiquement l'action politique. Elle a négligé, au profit d'une idéologisation étroite du nationalisme, les faits de société profonds qui sous-tendaient les aspirations de libération. Cette pseudo-histoire, jointe à la restriction des libertés politiques, a contribué ainsi à déformer les jeunes générations pour lesquelles tous les problèmes, de quelque nature qu'ils soient, sont une affaire de rapport de force militaire et peuvent trouver leur solution par la violence et la ruse. Tout un capital de culture politique a été délaissé, dilapidé ou perverti, celui qui privilégie l'effort de conviction et de mobilisation librement consenti, l'esprit d'ouverture, de débat et de solidarité sur la contrainte autoritaire et administrative, la manœuvre érigée en instrument de division et d'accès aux rentes et au pouvoir.

Lorsque des adeptes de la République et de la modernité, par des préoccupations politiques de court terme, font pression pour rendre les historiens complices des visions réductrices de l'Histoire, ils rendent un bien mauvais service à la cause démocratique qu'ils disent défendre, aux potentialités démocratiques que Novembre 54 portait en lui. Qu'ils le veuillent ou non, ils font ainsi le jeu de la campagne des islamistes intégristes en restreignant ou fermant l'éventail démocratique auquel ils souhaiteraient continuer à appliquer à tout prix la loi du silence. Quand certaines approches démocratiques les irritent, ces milieux réagissent comme l'ours de la fable qui assomme son maître d'un pavé alors qu'il voulait protéger son repos.

Notre peuple n'a pas rejeté l'esprit de Novembre, mais les pratiques politiciennes qui ont fait commerce des références à Novembre. Il l'a fait avec les excès de l'indignation légitime, avec la tendance bien connue à rejeter et noircir en bloc tous les épisodes de la lutte pour l'indépendance et l'édification, parce qu'il s'est senti déçu et trahi et qu'on s'est acharné à les lui présenter en rose jusqu'à la nausée.

3. La pédagogie démocratique d'une histoire *complète*, contre le déballage irresponsable et hégémoniste des griefs historiques:

Quand la mémoire d'un peuple et les représentations qui découlent de l'histoire qu'on lui enseigne sont tronquées et déformées, sa conscience nationale, son vécu culturel et civilisationnel sont marqués par de sérieux déséquilibres avec les réalités de sa société et des problèmes qu'il affronte.

Les occultations du passé voient leurs effets désastreux se multiplier et s'aggraver du fait des manipulations politiciennes de différents groupes d'intérêt nationaux et internationaux. Ces derniers jouent alors sur du velours, car les opinions ont été mal préparées à gérer ces problèmes historiques qu'on leur a laissé ignorer dans les périodes relativement plus favorables. C'est l'un des facteurs de l'exacerbation de la tragédie que vivent aujourd'hui les peuples de l'ex-Yougoslavie.

Nul peuple n'est à l'abri de manipulations démagogiques de l'histoire. Mais tout peuple y est d'autant plus vulnérable que de larges plages de son histoire restent encore ignorées, obscures, disponibles pour les représentations les plus contradictoires et les aventures les plus insensées.

Le souhait qu'on pourrait formuler serait donc que les historiens et autres chercheurs en sciences sociales soient encouragés conjointement par la société civile, les sphères politiques et les institutions étatiques à oeuvrer

à une histoire la plus complète et la plus ouverte possible sur toutes ses dimensions réelles. *La richesse historique pourrait devenir alors une source d'inspiration pour une recomposition nationale allant de pair avec les besoins sociaux et démocratiques de notre époque.*

Cette orientation scientifique, à la fois rassembleuse et respectueuse d'une pluralité qu'il est plus facile de reconnaître en paroles qu'en actes, portera ses fruits si sa mise en oeuvre parvient à neutraliser les tendances à confisquer des segments entiers de l'histoire nationale considérés comme chasses gardées ou zones interdites. Elle fructifiera si, au lieu d'en diaboliser les explorateurs, on leur rend au contraire l'hommage le plus grand qui consiste à soumettre leur travail au débat et à l'examen critique du plus grand nombre.

Le sens donné à notre histoire sera alors celui de la responsabilisation de tous les acteurs sociaux à partir de données plus fiables. Nous apprendrons à nous regarder et nous transformer à partir de ce que nous sommes et non à partir de ce que certains, en vain, nous commandent d'avoir été. Notre peuple apprendra à réaliser les changements souhaitables à son sort selon des projets fondés sur le réel et non selon les injonctions nihilistes des adeptes de la table rase: table rase du passé, table rase des acquis, (avec leurs points forts et leurs points faibles), table rase des analyses et des projets...des autres!

Le point de vue que j'ai exposé a pris comme point de départ des articles de presse qui visaient en apparence un historien bien précis. En fait, qu'ils l'aient voulu ou non, ces articles appellent à poursuivre une chasse aux sorcières, à barrer la route à une conception de l'Histoire et de la démocratie que l'Algérie, en pleine mutation, appelle de ses vœux. Cela n'en rend que plus important le soutien à tout effort d'analyse historique vraie, qui ne s'en tient pas aux glorifications formelles. L'attitude critique, même douloureuse, envers notre histoire, est le signe de l'amour que chacun de nous porte à son peuple, au fond de son coeur et sans spectacle. Pourquoi les Algériens, intellectuels ou non, n'en seraient pas capables?

Sadeq HADJERÈS

23 Mai 1995